



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.22/2006/9  
21 février 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMMISSION DE STATISTIQUE**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

Groupe d'experts sur les indices des prix  
à la consommation

Huitième réunion  
Genève, 10-12 mai 2006  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**SYSTÈMES D'INDICES DES PRIX ET CADRES D'APPUI\***

Document présenté par l'Office for National Statistics du Royaume-Uni

La réunion est organisée conjointement avec le Bureau international du Travail (BIT).

\* Cette communication a été établie par M. David Fenwick, Directeur, Consumer Prices and General Inflation Division, Office for National Statistics, Royaume-Uni, à l'invitation du secrétariat.

## Résumé

Les indices des prix sont utilisés à des fins multiples et diverses, et leur définition, leur champ d'application et leur construction dépendent de l'utilisation précise à laquelle ils sont destinés. Toutefois, une fois construits, ils sont souvent appliqués à d'autres domaines que celui initialement prévu. Par exemple, un indice des prix à la consommation peut être conçu comme objectif d'inflation, mesure de la stabilité des prix ou indice de rémunération, mais peut également servir de coefficient de déflation. Habituellement, l'utilisation initiale de l'indice déterminera les unités considérées, la gamme des biens et services pris en compte, et la façon de mesurer les prix et de construire l'indice. Cela dit, des concepts économiques fondamentaux tels que la productivité et la qualité de la vie sont des valeurs obtenues par soustraction à partir d'un chiffre qui a fait l'objet d'un premier ajustement. Si les indices des prix sont mal utilisés, de telles mesures n'ont plus aucun sens.

La présente communication passe en revue les systèmes d'indices des prix et les cadres qui facilitent la détermination et la définition statistique des indices des prix dont les utilisateurs ont besoin et l'utilisation au mieux de tous les prix relevés. Elle traite des indices des prix en général mais porte surtout sur les indices des prix à la consommation.

**Mots clés:** normes internationales; cadres conceptuels; difficultés pratiques; indices des prix à la consommation; Laspeyres; indices du coût de la vie; SCN de 1993; matrices de comptabilité sociale; cadre des stades de transformation (CST); cadre des stades de production (CSP); coefficients de déflation.

## I. INTRODUCTION

1. Le *Manuel sur les indices des prix à la consommation* et le *Manuel des indices des prix à la production*<sup>1</sup> apportent une vue d'ensemble sur les concepts et questions théoriques associés aux indices des prix à la consommation et à la production et les expriment sous forme d'options envisageables pour les mesures à effectuer concrètement, ces dernières se trouvant en grande partie limitées par l'absence de données actuelles et pertinentes. Les deux manuels ont été élaborés en parallèle et ont bénéficié des travaux de recherche les plus récents sur la théorie et la pratique des indices; ils s'appuient en substance sur la même théorie économique et statistique. Le *Manuel des indices des prix à la consommation* a également joué un rôle de catalyseur pour l'adoption en 2003<sup>2</sup> de la nouvelle résolution du BIT concernant les indices des prix à la consommation.

2. Les services de statistique ont quatre défis à relever: définir les besoins des utilisateurs; exprimer ces besoins sous forme de concepts en se référant à la théorie économique; convertir le concept de base sous forme de mesure statistique en appliquant les principes fondamentaux de la mesure des indices des prix; construire les indices ainsi définis et les évaluer au regard de l'objectif recherché.

3. La présente communication apporte aux statisticiens des indications sur les questions qui se présentent et les méthodes auxquelles ils peuvent avoir recours pour relever les défis auxquels ils sont confrontés. Elle donne également un aperçu des contradictions qui peuvent apparaître lorsqu'il s'agit de satisfaire des demandes différentes et que l'on se trouve dans l'obligation de

faire concrètement des compromis. Elle tente également de résoudre un certain nombre de ces contradictions.

## II. ÉTABLIR DES DISTINCTIONS ENTRE LES DIFFÉRENTES QUESTIONS

4. Relever les défis de façon systématique est une opération multidimensionnelle complexe qui fait intervenir un enchaînement d'activités interdépendantes. La démarche exposée ici établit une distinction entre les cadres conceptuels de base utilisés pour définir différentes méthodes d'établissement des indices, après avoir déterminé les différents besoins des utilisateurs, et les cadres d'un niveau plus élevé, conçus pour mettre en relief les indices des prix qui font défaut et qui peuvent alors être mis en regard des besoins des utilisateurs. Les premiers comme les seconds contribuent à une meilleure compréhension des relations entre les différents indices et contribuent également à une plus grande cohérence et une meilleure intégration statistique. Ils se complètent les uns les autres et, ensemble, permettent de produire systématiquement une famille cohérente d'indices des prix.

### Cadres de niveau élevé

5. La plupart des pays publient une série d'indices des prix, mais ces indices sont souvent présentés séparément et considérés comme des mesures autonomes correspondant à un domaine particulier. Cette démarche relativement désordonnée peut imposer des limites à l'utilisation qui est faite de la grande quantité de données sur les prix qui sont rassemblées en permanence et en restreint l'utilité pour les analyses, utilité qui pourrait être améliorée en rapprochant les différentes séries et en les présentant sous forme de système ou «famille» d'indices des prix dans un cadre statistique cohérent. Le recours à des cadres de cette nature facilite également l'examen des relations entre les différentes mesures de la hausse des prix et peut aider les analystes à comprendre et interpréter les signaux inflationnistes. En mettant en relief les indices qui font défaut, ces cadres peuvent également répondre aux besoins des évolutions futures dans le domaine des statistiques des prix.

6. Le système de comptabilité nationale fournit les orientations indispensables pour construire ces cadres étant donné qu'il englobe toutes les grandes activités économiques, y compris, tout particulièrement, la production et la consommation ainsi que la production intermédiaire. En théorie, il présente également une méthode pour développer et élargir le système de base afin de répondre à des besoins particuliers tout en préservant une démarche uniforme, à l'égard à la fois des concepts et des mesures concrètes, ainsi qu'une concordance entre les définitions, classifications et mesures des flux et des stocks de biens et services, et cela grâce à la construction de matrices de comptabilité sociale.

### Matrices de comptabilité sociale

7. Les matrices de comptabilité sociale (MCS) ont pris de multiples formes, mais il s'agit toujours en substance d'une présentation des comptes du SCN sous une forme matricielle. Elles ont fait l'objet de publications dont la renommée n'est plus à faire parmi les économistes et les statisticiens. Apparues pour la première fois dans les textes traitant de statistiques officielles dans le SCN de 1968, et plus récemment dans le SCN de 1993<sup>3</sup>, elles peuvent constituer un cadre à la fois solide et souple pour une approche systématique et intégrée des comptes nationaux au niveau et selon le type de décomposition qui conviennent le mieux. L'avantage des MCS tient

au fait que leur conception et leur construction ne sont pas standardisées mais peuvent être adaptées pour répondre le mieux à l'objet de l'étude, par exemple le processus de production ou l'utilisation des produits. De même, elles peuvent être construites conformément à une nomenclature des fonctions pour les comptes satellites et faciliter la détermination des coefficients de déflation appropriés selon les secteurs, celui de la santé par exemple. Les MSC permettent également une approche générique structurée pour déceler les données manquantes et les problèmes de concordance en rapport avec les données économiques comprenant des familles d'indices des prix. L'approche générique associée aux MSC sous-tend le CST dont il a été question. Une analyse de la documentation disponible donnerait à penser que de façon générale les statisticiens n'ont pas encore tiré tout le parti possible des matrices de comptabilité sociale.

### Cadre des stades de transformation

8. Le statisticien américain Joel Popkin a affirmé qu'un cadre des «stades de transformation» peut être utile en apportant des informations pour l'élaboration des politiques et peut également constituer une base pour analyser systématiquement l'accumulation des pressions inflationnistes dans l'économie et pour repérer la relation entre l'évolution des prix dans des secteurs particuliers<sup>4</sup>. Pour le statisticien, c'est également un instrument utile pour déceler les lacunes dans les séries d'indices des prix disponibles et un point de repère pour vérifier si la construction des indices est cohérente.

9. Pour construire ce cadre, la première étape consiste à diviser l'ensemble du processus économique en plusieurs stades distincts:

- a) **Reste du monde;**
- b) **Production:** divisée en grandes catégories telles qu'agriculture et secteur manufacturier (subdivisées ensuite en production primaire, intermédiaire et finale);
- c) **Demande finale:** ventilée en consommation finale privée, consommation des administrations publiques, achats de biens d'équipement et exportations.

10. Les principales séries d'indices des prix sont alors groupées en fonction de leur champ d'application, ce qui donne, pour le Royaume-Uni:

- a) Dépenses de consommation (indice des prix de détail (IPD), indice des prix à la consommation (IPC) (indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)) et la partie correspondant à l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'indice des prix calculé à partir des dépenses finales (IPDF)<sup>5</sup>), précédemment publié;
- b) Autres éléments de la demande finale (indice des prix des services des administrations publiques et indice des prix des investissements inclus dans l'IPDF);
- c) Entrées dans le secteur manufacturier et sorties de ce secteur (indice des prix à la production (IPP));
- d) Indices des prix du commerce.

11. Les résultats sont exposés à l'annexe A.

12. Les indices des prix à la production (IPP) et les indices des prix du commerce (IPC) portent les uns et les autres sur un segment particulier de l'activité économique. Les IPP sont des indices<sup>6</sup> sectoriels nets indépendants calculés par branche d'activité, qui se rapportent aux fournitures utilisées dans la production et aux articles produits, alors que les IPC se rapportent aux importations et aux exportations de marchandises. Des IPP bruts sont également publiés. Dans l'approche sectorielle nette, les opérations entre établissements classés dans le même secteur d'activité ne sont pas incluses dans le champ d'observation<sup>7</sup>.

13. En théorie, tous les transferts importants de biens et services d'une partie de l'économie à l'autre devraient donner lieu à un indice des prix représentatif (calculé sur la base de prix mesurés directement) qui exprime l'évolution du niveau des prix de tous ces biens (ou services). La source des biens/services est indiquée en bas et à gauche du tableau et leur destination en haut du tableau.

14. Par exemple, les prix des biens de consommation facturés par le secteur manufacturier au secteur de la distribution au détail/en gros sont pris en compte dans les IPP. Les prix des biens de consommation facturés aux particuliers par le secteur de la distribution au détail sont pris en compte dans l'IPD (ainsi que dans l'IPC et dans l'IHPC).

15. Les acheteurs, indiqués en haut du tableau, sont répartis en deux grands groupes correspondant à la demande intermédiaire et à la demande finale. La plupart des secteurs de production achètent des facteurs de production et vendent des produits – de sorte qu'ils apparaissent à la fois comme acheteurs et comme vendeurs.

16. Dans la pratique, dans certaines cases, les transactions entre vendeurs et acheteurs seront insignifiantes, ce qui sera indiqué par un tiret. Par exemple, il est peu probable que des biens de consommation importés apparaissent comme demande intermédiaire dans le secteur de la construction.

17. Les cases grisées correspondent à des transactions de grande envergure pour lesquelles il n'existe pas d'indices des prix appropriés. Par exemple, la case grisée située en bas à droite du tableau dénote que les services vendus au reste du monde sont considérables – mais qu'il n'existe pas d'indice des prix publié. Lorsqu'il en existe, le nom (ou l'acronyme) de l'indice est indiqué. Par exemple, la vente par des détaillants de produits finis qui constituent une consommation finale privée est mesurée par trois indices des prix différents – l'IPD, l'IPC (qui est une composante de l'IPDF précédemment publié<sup>8</sup>) et l'IHPC.

18. Le traitement des autres secteurs est le suivant:

- a) **Détail/gros.** La distribution au détail et la distribution en gros apparaissent comme une composante distincte du processus de production, et chacune est indiquée séparément dans la demande intermédiaire<sup>9</sup>;
- b) **Services.** Les services sont considérés comme une catégorie unique mais, du fait de l'accroissement de leur poids, méritent une ventilation plus poussée, par exemple en services financiers, services de santé, transports, télécommunications et services de réseaux informatiques;

- c) **Reste du monde.** Le reste du monde apparaît comme fournisseur de marchandises, mais pas au stade de la consommation intermédiaire, étant donné qu'il ne joue aucun rôle dans l'activité économique au Royaume-Uni. Il apparaît cependant sous «Demande finale» et correspond alors aux exportations du Royaume-Uni;
- d) **Autres indices.** Il s'agit des indices des prix agricoles (publiés par le DEFRA), des indices du coût de la construction et des indices des prix des entrées et des sorties dans le secteur de la construction (publiés par l'ODPM).

19. Les avantages que présente cette approche dans la pratique apparaissent nettement:

- a) Le tableau associé des taux d'inflation peut servir pour l'analyse et apporte des informations aux fins de la politique économique;
- b) Il est possible de calculer des indices des prix (et taux d'inflation) agrégés pour chaque ligne et pour chaque colonne afin de produire les taux d'inflation pour différents secteurs<sup>10</sup>;
- c) Il est possible de mettre en lumière des améliorations qui pourraient être apportées aux indices publiés<sup>11</sup>;
- d) Il est possible de mettre en lumière un nombre potentiellement plus grand de lacunes importantes<sup>12</sup>;
- e) Il est possible de mettre en lumière des questions en rapport avec l'intégration statistique et la cohérence. Par exemple, des problèmes de cohérence apparaissent au niveau des concepts et des mesures effectuées dans la pratique lorsque l'on associe les lignes et les colonnes.

20. Il serait plus facile de déterminer l'importance relative des «lacunes» si l'on connaissait la valeur courante des transferts pour chaque case. Le Royaume-Uni s'y est employé en utilisant les soldes des ressources et des emplois à prix courants. Il n'a cependant obtenu qu'un succès mitigé en raison des différences fondamentales entre le cadre des stades de transformation et la matrice des entrées/sorties agrégées<sup>13</sup>.

21. En outre, même si l'on disposait de données pour remplir le cadre, il faudrait tenter de résoudre un certain nombre d'autres questions qui pourraient limiter considérablement l'utilité pratique de cette approche, et plus particulièrement les limites de la prévision. Ce dont les analystes ont le plus besoin, c'est une prévision au plus tôt de l'inflation des prix à la consommation. C'est la dernière étape du processus – la «distribution au détail» – qui peut avoir l'effet le plus marqué sur le niveau final de l'inflation. Or, la marge des détaillants, qui dépend d'un certain nombre d'impondérables (principalement la demande des consommateurs et le facteur de satisfaction), en est l'un des principaux facteurs déterminants.

22. Enfin, et c'est peut-être ce qui fait le plus problème du point de vue de l'analyse, le CST présenté à l'annexe A est limité aux prix des flux et ne tient aucun compte des prix des actifs ni des questions liées à l'établissement des prix d'un large stock d'actifs issus d'opérations comportant quelques flux. Ces omissions peuvent réduire notablement l'intérêt que présente le cadre pour résoudre les questions théoriques et pratiques auxquelles on se heurte pour

comprendre la relation qui existe entre les prix des actifs et les flux sur le plan de l'analyse et au niveau économique.

23. En résumé, dans la limite des restrictions (qui peuvent être considérables) imposées par les données disponibles, il est possible d'utiliser ce cadre non seulement pour l'analyse mais aussi pour l'établissement d'un ordre de priorités pour les travaux à entreprendre sur les indices des prix, s'agissant notamment de combler les lacunes, de renforcer les indices existants ou d'améliorer la cohérence et l'intégration statistique. Les arguments en faveur de l'élaboration plus poussée d'un cadre sont très solides, mais il faut se demander s'il vaut mieux construire un autre cadre sur la base des tableaux des ressources et des emplois (malgré leurs insuffisances dans ce cas) ou faire appel à des sources de données qui satisfont aux exigences d'un CST. De surcroît, il faudrait pour construire ce cadre résoudre un certain nombre d'autres questions, notamment la nécessité de mettre en place un dispositif pour déterminer la relation entre les prix des actifs et les flux.

#### Cadres de niveau moins élevé

24. Les cadres de niveau plus élevé peuvent être utilement complétés par des cadres de niveau moins élevé, mais il est intéressant de noter qu'à l'instar des premiers les seconds ont été mis au point après, et non avant, la construction des indices. De plus, ils peuvent être sur le plan des concepts ou de l'approche adoptée relativement différents des cadres de niveau plus élevé, ce qui limite les synergies même s'ils demeurent utiles grâce aux structures qu'ils offrent pour améliorer l'analyse et faire ressortir les données qui sont encore nécessaires.

#### Cadre des stades de production: élaboration plus poussée des indices des prix à la production

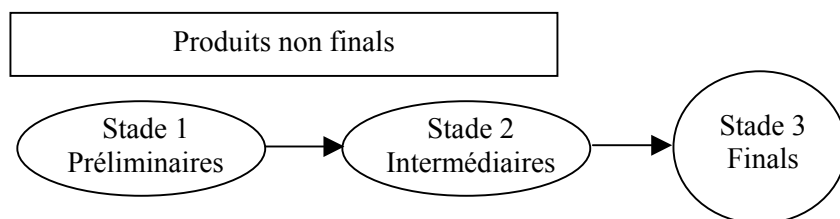
25. Le Bureau australien de la statistique (Australian Bureau of Statistics – ABS) a approfondi l'approche exposée plus haut en utilisant un cadre des stades de production pour construire un indice des prix à la production, et a opté pour une stratégie destinée à remplacer les indices par la branche d'activité et à faciliter l'analyse de l'inflation. Les indices ainsi construits prennent en compte à la fois la production nationale et les importations, considérées individuellement ou globalement, et offrent une autre décomposition possible des indices existants des prix à la production établis par l'ABS. Les indices des prix sont construits à partir des prix de base<sup>14</sup>.

26. Dans le concept des stades de production, les flux de produits sont classés par paliers successifs en fonction de leur destination le long de la chaîne de production suivant une approche entrées-sorties, le classement principal établissant une distinction entre les produits finals et les produits non finals:

- a) Les **produits finals** étant les produits destinés à la consommation finale, à la formation de capital ou à l'exportation;
- b) Les **produits non finals** étant les produits qui sont destinés à la consommation intermédiaire et font ensuite l'objet d'une transformation ultérieure.

27. Dans la pratique et afin de faciliter l'analyse, comme les produits non finals peuvent servir à la fois pour la production de produits finals et pour celle d'autres produits non finals, les flux de produits non finals peuvent être de nouveau divisés en produits préliminaires et produits

intermédiaires, ce qui donne trois stades de production comme indiqué ci-après. Des indices distincts établis à chaque stade expriment la production nationale et les importations, et il est possible de procéder à une analyse plus poussée de l'étape finale en distinguant les biens d'équipement, les biens de consommation et les exportations. Les trois stades ne s'ajoutent pas l'un à l'autre.



28. Dans ce modèle, les «produits intermédiaires ou au premier stade» sont utilisés pour la production des «produits intermédiaires au deuxième stade», qui servent, à leur tour, pour la production de «produits finals». Des indices distincts seront présentés pour la production nationale et les importations à chacun de ces trois stades. Les «produits finals» seront ensuite ventilés en biens d'équipement, biens de consommation et exportations.

29. L'exemple ci-après de la production de la bauxite montre la différence entre cette approche et l'approche plus traditionnelle.

30. À la première ligne, la production de la bauxite est classée comme production au stade 1 parce qu'elle est ensuite utilisée comme ressource pour la production (stade 2) d'alumine, qui est ensuite utilisée comme ressource pour la production (stade 3) d'aluminium. Ce stade est le dernier parce que l'aluminium est ensuite exporté, c'est-à-dire qu'il entre dans la demande finale.

31. À la deuxième ligne, la production de la bauxite est classée comme production au stade 2 parce qu'elle sert à la production (stade 3) d'alumine qui est elle-même exportée. À la troisième ligne, la bauxite est elle-même exportée, de sorte que la production de la bauxite est classée comme production au stade 3.

32. On pourrait introduire des stades supplémentaires. Par exemple, dans l'exemple qui précède, l'aluminium pourrait avoir été utilisé ensuite pour la production de cadres de fenêtre – qui à leur tour pourraient avoir été utilisés ensuite pour la construction de maisons –, ce qui ferait cinq stades de production. Il est nécessaire de décider quel est le stade à partir duquel il est peu intéressant au regard de l'analyse d'en ajouter de nouveaux parce que la production correspondante est alors relativement faible.

Stade 1 Préliminaire	Stade 2 Intermédiaire	Stade 3 Final	Demande finale
Bauxite	Aluminium Bauxite	Aluminium Alumine Bauxite	Exportation Consommation Formation de capital

33. Comme le CST, le CSP fournit à la fois un solide moyen d'analyse et une méthode permettant de repérer les données manquantes et les questions en rapport avec la cohérence et l'intégration statistiques, mais il est encore plus difficile à construire en raison des données éventuellement indispensables, du fait pour une large part du niveau de détail plus poussé auquel se situe l'analyse. Une analyse aussi détaillée entraîne également des difficultés supplémentaires. En particulier:

a) Dans l'exemple de la bauxite, le classement des stades de production peut sembler plutôt arbitraire. Par exemple, la production de bauxite sera exactement la même, que la bauxite soit finalement classée au stade 1, 2 ou 3. En fait, au moment de la production, l'identité de l'acheteur (et donc la destination de la bauxite) peut être tout à fait inconnue;

b) Des importations pourraient également intervenir aux stades 1, 2 ou 3 (ou directement à celui de la demande finale) – là encore cela dépend du nombre de stades successifs de production avant que le produit ne parvienne à celui de la demande finale. De plus, même si les importations peuvent être une source de pression inflationniste, il n'est pas certain qu'elles doivent être conceptuellement incluses, et il ne fait aucun doute que leur prise en compte peut engendrer des problèmes de concordance dans les comparaisons entre pays. Il en va de même pour les exportations. On trouvera plus loin une analyse plus poussée dans un contexte international;

c) L'inclusion des services, qui devraient être pris en compte mais pour lesquels les données sont souvent limitées ou de qualité douteuse. Il en est de même pour les prix de la construction<sup>15</sup>;

d) Il n'existe pas de classement unique des flux. Par exemple, l'ABS a certes adopté une approche des flux qui lie un produit à un stade en fonction de la proximité de son utilisation pour la demande finale, mais il existe d'autres variantes. Par exemple, d'autres pays dont l'économie est moins ouverte que celle de l'Australie utilisent des approches fondées sur le **degré de fabrication** ou la **destination principale**, dans lesquelles les produits sont liés à un stade seulement. Par contre, cela ferait problème dans un contexte australien parce que des produits tels que le blé, la laine et le minerai de fer, par exemple, sont exportés en grandes quantités mais peuvent également faire l'objet d'une transformation ultérieure dans le pays. L'affectation de ces produits à un seul stade serait nécessairement arbitraire;

e) Le choix du moment. La bauxite qui entre dans la production de l'aluminium au moment  $t$  n'est pas la même que celle qui est extraite et importée au moment  $t$ , et elle peut avoir un prix différent. Un cadre qui montre les prix courants peut être utile pour analyser les anticipations, mais il n'indiquera pas les valeurs courantes. On comprend instinctivement que cette question peut être résolue par le traitement minutieux des stocks et des gains de détention, mais Popkin l'a laissée de côté.

34. On retrouve à des degrés divers un certain nombre des limites rencontrées dans la pratique avec d'autres indices des prix, y compris les indices des prix à la consommation pour lesquels on n'a toujours pas trouvé de solution concrète définitive pour mesurer certains services.

35. Les avantages que présente pour l'analyse cette adjonction de plusieurs niveaux par rapport au CST tiennent à la possibilité de répartir la valeur des opérations relatives aux produits entre

plusieurs stades et d'inclure les importations et la production nationale, ce qui permet d'établir un lien plus solide entre l'IPP et l'IPC que dans le cas où la valeur totale d'un bien n'est attribuée qu'à un seul stade et où le champ d'application se limite à la seule production nationale. L'inconvénient associé à ce dernier point était évident lorsque l'Office for National Statistics du Royaume-Uni a essayé sans succès de modéliser la relation entre les prix à la production et les prix de détail en se fondant sur une analyse des secteurs pour lesquels les informations recueillies indiquaient que la production nationale occupait une place prédominante<sup>16</sup>.

#### Cadres théoriques pour les indices des prix à la consommation

36. Les indices des prix à la consommation ont pour but de mesurer soit l'inflation des prix des biens et services achetés par les ménages, soit les changements intervenus dans leur coût de la vie<sup>17</sup>, même si, dans la pratique, la plupart des indices des prix à la consommation (IPC) publiés par les instituts nationaux de statistique ne mesurent ni la première ni les seconds. Ainsi donc, la plupart des IPC publiés se situent dans l'éventail délimité par un indice des prix purs<sup>18</sup> et un indice du coût de la vie<sup>19</sup>. Un tel état de fait témoigne de quatre choses:

- a) L'évolution des IPC, qui étaient surtout à leur début des indices de rémunération, ces derniers ayant été établis dans le contexte des politiques socioéconomiques qui prévalaient à un moment particulier dans le passé;
- b) Une certaine réserve des instituts nationaux de statistique à l'égard de la théorie des indices et des concepts économiques qui sous-tendent les IPC<sup>20</sup> au cours des premières années, ce qui a limité le débat, en particulier sur les concepts; c'est seulement au cours des dernières années que l'on a constaté un rapprochement entre la théorie et la pratique et une évaluation plus rigoureuse et plus critique des résultats<sup>21</sup>;
- c) Les difficultés de mesure dans la pratique. Ces difficultés sont devenues moins restrictives grâce à la puissance accrue des ordinateurs et au développement de l'informatisation des données;
- d) L'absence de débat solidement étayé avec les utilisateurs. Ces derniers deviennent plus compétents en matière d'indices des prix à la consommation et peu à peu se montrent plus exigeants et en demandent davantage.

37. Cela étant, il est important qu'un indice repose sur des concepts clairement définis et que l'on comprenne les compromis que l'on a acceptés pour le construire. Les concepts servent de critères pour évaluer ce qui est publié dans la pratique au regard du but recherché en matière de mesure.

38. Le cadre théorique des IPC s'appuie pour l'essentiel sur la *théorie économique du comportement des consommateurs*. L'abondante littérature consacrée aux indices des prix à la consommation signale à de multiples reprises que l'un des avantages de l'indice du coût de la vie par rapport à un indice du coût des biens tient au fait que le premier est étayé par la théorie économique (c'est-à-dire le comportement de l'individu sur le marché), ce qui implique que le second ne l'est pas. La théorie économique peut servir à étayer à la fois le second et le premier,

l'un au niveau macroéconomique et l'autre au niveau microéconomique, les deux se complétant l'un l'autre. De la sorte:

a) Un indice du coût des biens mesure les pressions inflationnistes qui s'exercent dans l'économie à partir de l'évolution des prix de détail. Il représente l'un des nombreux secteurs, encore qu'important, dans le *cadre des stades de transformation*;

b) Un indice du coût de la vie mesure les dépenses que doit effectuer un ménage pour maintenir son niveau de vie ou d'utilité. Abstraction faite de la définition de l'utilité et de la question de savoir si cet indice est ou non ajusté<sup>22</sup>, c'est un indice construit du point de vue du consommateur individuel et dont le fondement réside dans la *microéconomie* et la théorie du comportement du consommateur. À la différence d'un indice du coût des biens, il tient compte des substitutions effectuées par les consommateurs face à des changements relatifs de prix, soit entre différents biens et services soit entre différents points de vente et fournisseurs.

#### Autres indices des prix

39. L'absence d'approche stratégique pour l'élaboration d'indices des prix et la tendance à opter aveuglément pour leur évolution plutôt que pour une application systématique des cadres apparaissent également de manière évidente dans d'autres indices des prix établis par les services de statistique, en particulier les indices des prix de l'immobilier. De même, l'élaboration et la production de coefficients de déflation laissent à désirer. Cette situation ressort d'elle-même de la qualité généralement médiocre des statistiques disponibles parmi les services de statistique qui composent les milieux statistiques internationaux.

40. Indices des prix de l'immobilier. Il est nécessaire de construire d'urgence un cadre conceptuel à partir d'une analyse systématique des besoins des utilisateurs. Ce cadre peut alors s'appliquer à chacune des situations nationales, y compris la demande nationale de statistiques et la possibilité d'en obtenir dans le sillage des obligations légales en matière de vente et d'achat de biens immobiliers, afin de déterminer les sources de données qui conviennent et les lacunes correspondantes dans les données. L'analyse systématique associée à ce cadre peut également servir pour l'élaboration de métadonnées standardisées et à plus long terme pour apporter des informations sur les progrès accomplis en vue de constituer une famille cohérente d'indicateurs de prix dans un contexte national et de permettre une meilleure comparabilité des statistiques des prix de l'immobilier sur le plan international. Une analyse systématique des besoins des utilisateurs en matière de statistiques des prix de l'immobilier peut prendre la forme d'une série de questions correspondant aux différentes raisons pour lesquelles les utilisateurs peuvent vouloir des informations sur les prix de l'immobilier. Un indice des prix de l'immobilier peut par exemple figurer parmi un ensemble d'indicateurs macroéconomiques généraux, intervenir dans la mesure de l'inflation des prix à la consommation, entrer dans le calcul de la richesse des ménages ou être directement utilisé dans une analyse des risques encourus par les prêteurs. Cette analyse peut alors être exprimée sous la forme d'une statistique dont les utilisateurs ont besoin et d'un cadre conceptuel qui lui est associé en traduisant les besoins en termes statistiques et en mettant en lumière les liens habituels et les relations correspondantes à un niveau micro- et macroéconomique.

41. Un premier essai préliminaire a eu lieu à l'occasion d'un séminaire organisé sous l'égide du FMI et consacré aux prix de l'immobilier et aux indicateurs de la stabilité financière, qui

s'est tenu à Washington en 2003. Les résultats en sont reproduits à titre d'exemple dans le diagramme A. Ce diagramme est établi à partir d'une analyse préliminaire mais systématique des besoins des utilisateurs dans le contexte du Royaume-Uni, qui sont exprimés en termes statistiques. C'est une simplification poussée à l'extrême de la situation réelle, mais elle permet néanmoins de mettre en relief quatre points qui présentent un intérêt en ce qui concerne l'élaboration stratégique future des indices des prix de l'immobilier au Royaume-Uni:

- a) Une famille d'indices des prix de l'immobilier est nécessaire pour répondre aux besoins des utilisateurs;
- b) L'élaboration d'une famille cohérente d'indices des prix de l'immobilier adaptés à leur destination est subordonnée à la mise en place dès le début d'un cadre approprié;
- c) Afin de faciliter les comparaisons entre pays, ce cadre doit avoir acquis une reconnaissance internationale;
- d) Selon les séries de données dont il dispose, un organisme de statistique peut ne pas être en mesure de remplir la totalité du cadre ou de produire des résultats qui correspondent précisément au cadre, mais celui-ci fournit la base nécessaire pour évaluer les indices existants.

42. Coefficients de déflation. On conçoit sans peine que la priorité absolue des statisticiens des prix à la consommation n'est pas nécessairement de satisfaire les comptes nationaux. De surcroît, les ouvrages sur la déflation des comptes nationaux sont relativement beaucoup plus récents et moins approfondis que ceux consacrés aux indices des prix à la consommation, ce qui accroît les difficultés rencontrées par les comptes nationaux pour faire connaître clairement ce dont ils ont besoin. Le manque de progrès dans l'élaboration d'une méthode de calcul des coefficients de déflation est révélateur du peu d'attention accordée aux estimations à prix constants dans le SCN de 1993<sup>23</sup> qui y consacre quelque 25 pages seulement. De même, le manuel d'Eurostat sur la mesure des prix et des volumes en comptabilité nationale<sup>24</sup>, qui donne pourtant d'utiles indications par branche d'activité, ne fait que recommander d'une manière générale une approche par les ressources et les emplois lorsqu'il s'agit d'envisager un cadre conceptuel pour les coefficients de déflation. Il donne en particulier peu d'indications générales sur les cas dans lesquels il est possible d'utiliser à bon escient des indices des prix pour exprimer à prix constants une série pour laquelle ils n'étaient pas conçus. Cette absence d'indications de la part des organismes internationaux de statistique est particulièrement surprenante étant donné que la plupart des modèles économiques sont présentés à prix constants. On peut supposer que les chercheurs ont individuellement beaucoup travaillé concrètement sur la question mais que leurs travaux n'ont jamais été convenablement systématisés. Cela ne serait pas très préoccupant si ce n'est que, selon l'approche adoptée, la construction d'un indice des prix peut avoir une forte incidence sur chacun des indices utilisés pour la déflation, et par là même sur les taux de croissance du PIB<sup>25</sup>. C'est pourquoi les recommandations qui figurent dans le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN de 1993) concernant la mesure des volumes, si tant est qu'elles ont une valeur normative, ont des conséquences pratiques tout autant que théoriques pour l'utilisation des IPC sous forme de famille de coefficients de déflation dans les comptes nationaux, et cela ne vaut pas uniquement pour les dépenses des ménages. En effet, il faut construire les indices des prix appelés à servir de coefficients de déflation en tenant compte de la nécessité de maintenir une compatibilité et une cohérence entre les mesures du PIB dans l'optique de la production et dans celle des dépenses étant donné que l'on fait la synthèse de

ces deux approches pour établir une estimation unique du PIB en volume. Par conséquent, la construction des indices de prix utilisés comme coefficients de déflation doit garantir une compatibilité et une cohérence entre ces deux approches<sup>26</sup>. Les IPP et les IPC utilisés doivent être compatibles avec le système de comptabilité nationale. L'examen de ces questions débouche sur un certain nombre d'indications préliminaires quant aux problèmes auxquels il faut apporter des solutions:

- a) Le SCN de 1993 distingue clairement entre le volume de la consommation et celui des prestations sociales. Dès lors qu'un indice du coût de la vie mesure le coût d'un niveau particulier de protection sociale plutôt que de consommation, il ne constitue pas une famille appropriée d'indices des prix pour mesurer à prix constants les composantes du PIB. Le résultat obtenu en déflatant les dépenses de consommation finale des ménages en fonction des composantes de l'indice du coût de la vie peut être en soi intéressant mais n'est pas vraiment adapté au PIB, qui mesure avant tout la production;
- b) Le SCN de 1993 ne donne pas d'indications précises au sujet de la base conceptuelle des indices des prix et des volumes. C'est pourquoi des contradictions apparaissent dans les recommandations (par exemple entre l'utilisation des indices de Fisher et les tableaux des ressources et des emplois à prix constants);
- c) Des demandes antinomiques adressées aux statisticiens qui établissent les IPC peuvent invariablement conduire à des situations en contradiction avec les concepts du SCN de 1993.

43. Il ressort de ce dernier point qu'il est nécessaire non seulement d'instaurer des relations de travail plus étroites entre ceux qui construisent les indices et ceux qui établissent les comptes nationaux mais aussi d'approfondir la réflexion sur les concepts, ce qui ne fait qu'augmenter la nécessité d'accroître les activités et de multiplier les indications au niveau international. Le débat technique sur les indices des prix avance, mais les échanges de vues concernant les coefficients de déflation sont demeurés limités ces dernières années.

44. La question qui est peut-être la plus pertinente concerne le choix entre la moyenne arithmétique et la moyenne géométrique, et ce choix n'est pas toujours théorique. Par exemple, au Royaume-Uni, il s'est traduit, au cours de l'année écoulée, par une différence de 0,5 point de pourcentage en moyenne du taux d'inflation annuel selon que celui-ci est établi sur la base de l'IPR (calculé avec des moyennes arithmétiques), qui est le principal instrument de mesure de l'inflation dans le pays, ou de l'IPC, moins élevé (calculé avec une moyenne géométrique), que le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre utilise pour fixer l'objectif d'inflation.

45. Le SCN semble s'appuyer sur l'hypothèse que tous les prix observés sont agrégés à l'aide de coefficients de pondération:

«16.116 Lorsque les prix demandés pour des biens ou des services de qualité identique varient, les prix relatifs utilisés pour le calcul des indices doivent être définis comme le rapport entre les prix moyens pondérés du bien ou du service considéré dans les deux périodes, les coefficients de pondération étant alors les quantités relatives vendues à chaque prix.»

46. C'est cette méthode que le Royaume-Uni a adoptée pour la construction des IPP. Par contre, lorsqu'il s'agit de construire un IPC, le niveau d'agrégation est généralement moins élevé et les prix non pondérés observés pour un article unique faisant partie d'une strate sont combinés pour former des agrégats élémentaires au moyen d'une moyenne arithmétique ou géométrique simple sous une forme ou sous une autre. La méthode utilisée pour construire l'indice – c'est-à-dire le type de moyenne utilisée – débouche sur une hypothèse implicite concernant la pondération et la substitution, à savoir que l'élasticité de substitution est par hypothèse de zéro avec les moyennes arithmétiques et de un avec la moyenne géométrique. Ainsi donc le choix du concept a un impact numérique sur la déflation du PIB<sup>27</sup>.

### **III. CONSÉQUENCES POUR LES PRODUCTEURS D'INDICES DES PRIX ET ORIENTATIONS POSSIBLES POUR L'AVENIR**

47. Dans ces conditions, il est légitime de s'interroger sur la portée d'une approche plus systématique de la production des indices des prix par les services nationaux de statistique, qui serait facilitée dès lors que la construction des coefficients de déflation ferait l'objet d'un plus vaste débat dans les milieux internationaux des statisticiens des prix et de plus nombreuses communications avec les utilisateurs, y compris les comptables nationaux.

48. Le fil conducteur dans les analyses qui précèdent est le système de comptabilité nationale, et il n'est donc pas surprenant que le SCN de 1993 soit le point de départ du chapitre commun des manuels techniques de l'ONU sur les indices des prix à la consommation et les indices des prix à la production, intitulé «Le système des statistiques des prix». Ce chapitre et ceux qui lui sont associés s'adressent à la fois aux statisticiens et aux utilisateurs et, dans l'esprit de l'auteur de la présente communication, sont absolument essentiels pour établir avec succès et de façon systématique des indices des prix et coefficients de déflation cohérents et adaptés à l'usage que l'on veut en faire. Cela dit, leur utilité se trouve limitée par le peu de conseils et d'indications figurant dans le SCN de 1993 et par l'absence d'examen et d'analyse de ce qu'impliquent dans la pratique les choix que les utilisateurs peuvent être de ce fait obligés de faire et qui les amènent à utiliser les indices des prix à des fins pour lesquelles ils n'ont pas été conçus. On n'y trouve pas non plus beaucoup d'indications sur les moyens de réduire au minimum les problèmes qui surgissent lorsqu'il faut faire de tels choix.

49. On est ainsi amené aux conclusions suivantes:

- a) Une approche coordonnée en vue de l'application systématique de cadres pour l'établissement d'indices des prix n'a été que trop longtemps différée, et c'est l'une des principales raisons de l'absence actuelle d'indices et du manque de comparabilité internationale entre les différents indices établis par différents pays;
- b) L'application systématique de ces cadres dans un pays est un moyen très efficace de construire progressivement une famille plus adéquate d'indices, de combler les lacunes et de traiter des questions en rapport avec le manque de cohérence entre les différents indices faisant partie de la même famille. Ces cadres constituent une aide très efficace pour évaluer les réalisations des services de statistique;
- c) L'application le cas échéant de méthodologies communes pour construire les différents indices, y compris les IPC et les IPP, s'agissant par exemple des méthodes et sources communes d'ajustement pour tenir compte des variations de qualité, serait un bonus supplémentaire.

50. Un service national de statistique pourrait y parvenir plus facilement s'il adoptait une approche beaucoup plus structurée pour la construction des indices, qui ferait partie d'un plan à plus long terme d'établissement d'indices des prix. Le cadre des stades de transformation constituerait le cadre de base pour faire ressortir les lacunes dans la famille des indices des prix, qui ferait alors l'objet d'une consultation avec les utilisateurs pour déterminer l'ordre de priorité des travaux futurs. D'autres cadres se situant à un niveau moins élevé, par exemple le cadre des stades de production, la continuité entre un indice du coût des biens et un indice du coût de la vie (cadre des IPC au niveau macro ou micro de l'économie), la nécessité de construire des sous-indices pour procéder à une analyse plus détaillée et les coefficients de déflation dont les comptes nationaux ont besoin interviendraient ensuite dans l'établissement d'un ordre de priorité à un niveau moins élevé. Ce processus se traduirait dans les faits par un arbre de décision pour optimiser les produits statistiques servant à l'établissement des indices et en garantir au mieux une construction cohérente.

51. Cela dit, il y a des limites à ce que les pays peuvent individuellement accomplir en l'absence de lignes directrices internationales plus mûrement réfléchies et plus détaillées. Dans ce dernier contexte, les questions qui sont peut-être les plus urgentes à considérer sont les suivantes:

- a) Une exploitation plus efficace des matrices spécialisées de comptabilité sociale afin de créer des cadres très complets permettant d'établir des systèmes intégrés et adaptés à l'objet de l'étude pour l'analyse économique, la définition plus précise des concepts ainsi que la mise en relief des liens entre les données et des lacunes;
- b) Une articulation plus approfondie des concepts et des mesures en rapport avec les coefficients de déflation dans les comptes nationaux.

52. Il serait utile que ces deux questions puissent être traitées dans le cadre du mini-réexamen en cours du SCN de 1993.

53. Cela permettrait également par la suite de développer les chapitres communs correspondants des manuels de l'ONU sur les indices des prix à la consommation et les indices des prix à la production.

## NOTES

---

<sup>1</sup> OIT/FMI/OCDE/CEE/Eurostat/Banque mondiale: *Manuel sur les indices des prix à la consommation: théorie et pratique*, Genève, Bureau international du Travail, 2004 et OIT/FMI/OCDE/CEE/Eurostat/Banque mondiale: *Manuel sur les indices des prix à la production*, Washington, Fonds monétaire international, 2004.

<sup>2</sup> Résolution concernant les indices des prix à la consommation, adoptée par la dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail, 2003.

<sup>3</sup> Voir Système de comptabilité nationale de 1993, chap. XX, pour les références les plus récentes.

<sup>4</sup> On a fait valoir qu'il existe une certaine discordance entre la notion de stade de transformation, qui répond essentiellement aux besoins des économistes, et celle des ressources et emplois utilisée en comptabilité nationale, qui répond essentiellement à des impératifs de mesure. La question peut être résolue par la marge de manœuvre et l'approche générique offertes par les matrices de comptabilité sociale (MSC). Voir également la note 13.

<sup>5</sup> Publié au Royaume-Uni à titre expérimental mais abandonné par la suite en raison des difficultés à obtenir des estimations adéquates des prix des services des administrations publiques.

<sup>6</sup> Le principal avantage de l'approche sectorielle nette tient au fait qu'elle évite les effets de distorsion dus aux multiples comptages des prix transactionnels à mesure que les produits passent par différents processus de production, ce qui se produirait si l'on adoptait une approche sectorielle «brute». Cela dit, si ces mesures sectorielles nettes sont valables sur le plan des concepts, elles sont incomplètes en termes de couverture des secteurs visés de l'économie car elles ne tiennent pas compte de nombreuses transactions intrasectorielles.

<sup>7</sup> Par exemple, les ventes de sucre à l'industrie des boissons sans alcool ne sont pas prises en compte dans l'indice sectoriel net du secteur manufacturier pour ce qui est de la production des industries des denrées alimentaires, des boissons et du tabac, parce que les établissements produisant du sucre sont classés dans la même branche d'activité que ceux produisant des boissons sans alcool.

<sup>8</sup> L'indice des prix calculé à partir des dépenses finales (IPDF) est une mesure plus large de l'inflation, qui a été publiée par l'ONS dans une série constituée à titre expérimental. Il comprenait trois éléments: les dépenses de consommation; les dépenses en capital (investissements); et les dépenses des administrations publiques. Il a été abandonné en raison des problèmes rencontrés pour obtenir des données relatives à la productivité des administrations publiques et du secteur public. Ces problèmes ont conduit par la suite à la création du Centre for the Measurement of Government Activity.

<sup>9</sup> Le secteur de la distribution au détail a pour fonction d'acheter aux fabricants et de vendre aux particuliers. Même si la partie du secteur de la distribution en gros qui fournit les petits détaillants est en régression, ce secteur englobe également les maisons d'import-export – ce qui explique la case grisée correspondant aux flux en provenance de la distribution au détail/en gros (biens de consommation et biens d'équipement) et à destination de la distribution au détail.

---

D'autres transactions dans cette partie du tableau correspondent aux achats répétitifs de la branche d'activité au secteur détail/gros – par exemple les fournitures de bureau. Comme indiqué plus haut, le secteur de la distribution en gros n'est peut-être pas aussi important qu'il le fut par le passé, en raison de la prédominance croissante des grandes chaînes de supermarchés et des magasins qui achètent directement aux fabricants. Toutefois, ce secteur compte encore pour 50 milliards de livres environ par an, de sorte qu'un indice des prix de gros serait un élément important dans une analyse de l'inflation.

<sup>10</sup> Par exemple, on pourrait calculer une moyenne pour la première ligne (importations de matières premières et de combustibles) en associant les différents indices des prix qui la composent (c'est-à-dire les indices correspondants aux importations de matières premières à destination de l'agriculture, du secteur manufacturier, du commerce de gros et des réexportations). S'agissant des importations, on construirait ces indices en utilisant des coefficients de pondération bruts, étant donné que les importations n'entrent qu'une fois dans l'économie. De même, on calculerait le total de la ligne relative à la production de biens de consommation par le secteur manufacturier en associant les indices des prix figurant dans les cases de cette ligne qui indiquent des apports importants en provenance de cette partie du processus de production. Il est probable que ce sera la case correspondant à la production destinée au secteur de détail qui contribuera le plus au total de la ligne. Les coefficients de pondération nets pourraient mieux convenir pour déterminer la moyenne de la ligne. En utilisant la même démarche, il est possible de calculer les indices des prix des facteurs de production pour chaque secteur de l'économie en calculant la moyenne des indices des prix pour chaque colonne.

<sup>11</sup> Par exemple, il existe déjà au Royaume-Uni un indice global des prix des facteurs de production pour le secteur agricole – encore que celui-ci, comme le montre le tableau, pourrait être amélioré si l'on ajoutait le coût des services aux entreprises et le coût de la main-d'œuvre.

<sup>12</sup> Au Royaume-Uni, les lacunes les plus évidentes (qui ne sont pas indiquées par ordre d'importance) sont les suivantes: importations de services; importations de biens d'équipement; importations de produits finis; importations de biens de consommation; prix de gros; exportations de services; prix à l'exportation facturés par les grossistes (c'est-à-dire les maisons d'export); et les réexportations.

<sup>13</sup> Les différences essentielles entre le cadre des stades de transformation et la matrice des entrées/sorties agrégées sont indiquées ci-après. Les deuxième et troisième points peuvent limiter l'utilité et la validité de la matrice des entrées/sorties pour l'analyse de l'inflation mais peuvent être considérés comme particulièrement utiles lorsqu'il s'agit de construire des coefficients de déflation:

- Le cadre des stades de transformation repose sur une ventilation de la production de chaque secteur de l'économie en matières premières, produits semi-finis, produits finis, biens de consommation et biens d'équipement. Le tableau d'entrées/sorties se rapporte à la valeur totale des produits passant d'un secteur de l'économie à l'autre, qui correspondent à la demande intermédiaire. Au Royaume-Uni, il n'est pas actuellement possible de fractionner ces chiffres en matières premières, produits semi-finis et produits finis. Il faudrait pour cela élargir fortement l'éventail des données réunies, ce qui augmenterait les coûts.

- 
- Dans la matrice des entrées/sorties, les importations ne constituent pas à une étape distincte de l'activité économique. Le tableau des entrées/sorties indique simplement le flux total des produits (y compris les importations) qui correspondent à la demande intermédiaire; par contre, le cadre des stades de transformation donne la liste des biens et services fournis par le reste du monde et correspondant à: a) la demande intermédiaire et b) la demande finale.
  - La catégorie «commerce de gros et de détail» dans le tableau des entrées/sorties ne comprend pas les marges de détail et de gros – qui sont implicitement incluses dans les chiffres (mais que l'on peut obtenir séparément si besoin est). Par exemple, dans le cadre des stades de transformation, le flux des produits depuis leur transformation jusqu'à leur vente au détail est considéré comme un seul stade dans le cycle économique. Les transferts de la vente au détail à la consommation finale privée sont alors considérés comme un deuxième stade. Dans le tableau des entrées/sorties, ces deux stades sont regroupés dans le flux allant de la «transformation» aux «dépenses de consommation», ce qui correspond au montant total que doivent déboursier les consommateurs pour les produits manufacturés et comprend donc a) la valeur de la transformation du produit (y compris la valeur des biens de consommation importés), b) les marges de la distribution de gros et de détail, et c) le montant final de l'impôt.

<sup>14</sup> Les indices des prix selon le «stade de production» mis au point par l'ABS sont évalués à partir des prix de base. Les indices sont surtout établis à partir d'un reclassement des prix relevés auprès des producteurs traditionnels et des relevés des indices des prix du commerce international auprès des producteurs, des importateurs et des exportateurs.

<sup>15</sup> Le champ d'application de l'indice de l'ABS se limite actuellement aux produits des catégories ci-après de l'ANZSIC: 4111 construction de logements; 4112 construction de bâtiments résidentiels (non spécifiée ailleurs); 4113 construction de bâtiments non résidentiels; 4121 construction de routes et de ponts. Afin de pouvoir disposer des données nécessaires, les indices de la construction de logements sont établis avec un décalage d'un trimestre.

<sup>16</sup> Travaux inédits de l'ONS qui s'efforçait de modéliser la relation entre l'inflation des prix à la production et des prix de détail dans le but de relever des signes avant-coureurs des tendances futures des prix de détail. Cette analyse a également échoué faute d'informations détaillées sur les coûts de distribution et les marges bénéficiaires.

<sup>17</sup> Dépenses que doit effectuer un ménage pour maintenir son niveau de vie ou d'utilité.

<sup>18</sup> Construction essentiellement théorique n'entraînant aucune pondération des dépenses.

<sup>19</sup> Pour le panel Schultze, l'IPC traditionnel basé sur un panier de pondération fixe est un indice du coût des biens, dans lequel les «biens» comprennent les services et l'éventail est délimité par un indice du coût des biens et un indice du coût de la vie. Schultze et Mackie 2001, *Panel on Conceptual, Measurement, and Other Statistical Issues in Developing Cost-of-Living Indexes*. Committee on National Statistics, National Research Council.

---

<sup>20</sup> Il convient cependant de relever qu'il y a 40 ans le Comité Stigler a évalué la différence entre l'indice du coût de la production et l'indice du coût de la vie aux États-Unis et a recommandé que le Bureau of Labor Statistics adopte de préférence ce dernier.

<sup>21</sup> Deux des ouvrages de référence les plus récents qui ont contribué à ce que l'on peut considérer comme un tournant historique dans la compréhension des IPC sont 1) le Rapport de Boskin *et al.* de 1996, intitulé *Final Report of the Commission to Study the Consumer Price Index*, US Senate, Committee on Finance, et 2) le Manuel de l'OIT *et al.* de 2004, intitulé *Manuel sur les indices des prix à la consommation: théorie et pratique*, Genève, Bureau international du Travail. Le premier, qui est une analyse critique en profondeur de l'IPC aux États-Unis, a soulevé un certain nombre de questions génériques en rapport avec l'établissement dans la pratique des IPC, ce qui a incité un nombre important d'instituts nationaux de statistique à revoir leur mode de production des indices. Le second a consolidé les acquis de ce rapport et établi une synthèse globale et cohérente des théories sur lesquelles il s'appuyait. Un grand nombre des auteurs qui ont rédigé un chapitre faisaient partie du groupe d'Ottawa sur les prix à la consommation, et le manuel a largement contribué à actualiser la résolution sur les indices des prix à la consommation que le BIT avait adoptée en 2003.

<sup>22</sup> Cela se rapporte essentiellement au domaine d'un indice.

<sup>23</sup> SCN de 1993, chap. XVI, prix et volumes.

<sup>24</sup> Handbook on Price and Volume measures in the National Accounts. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001.

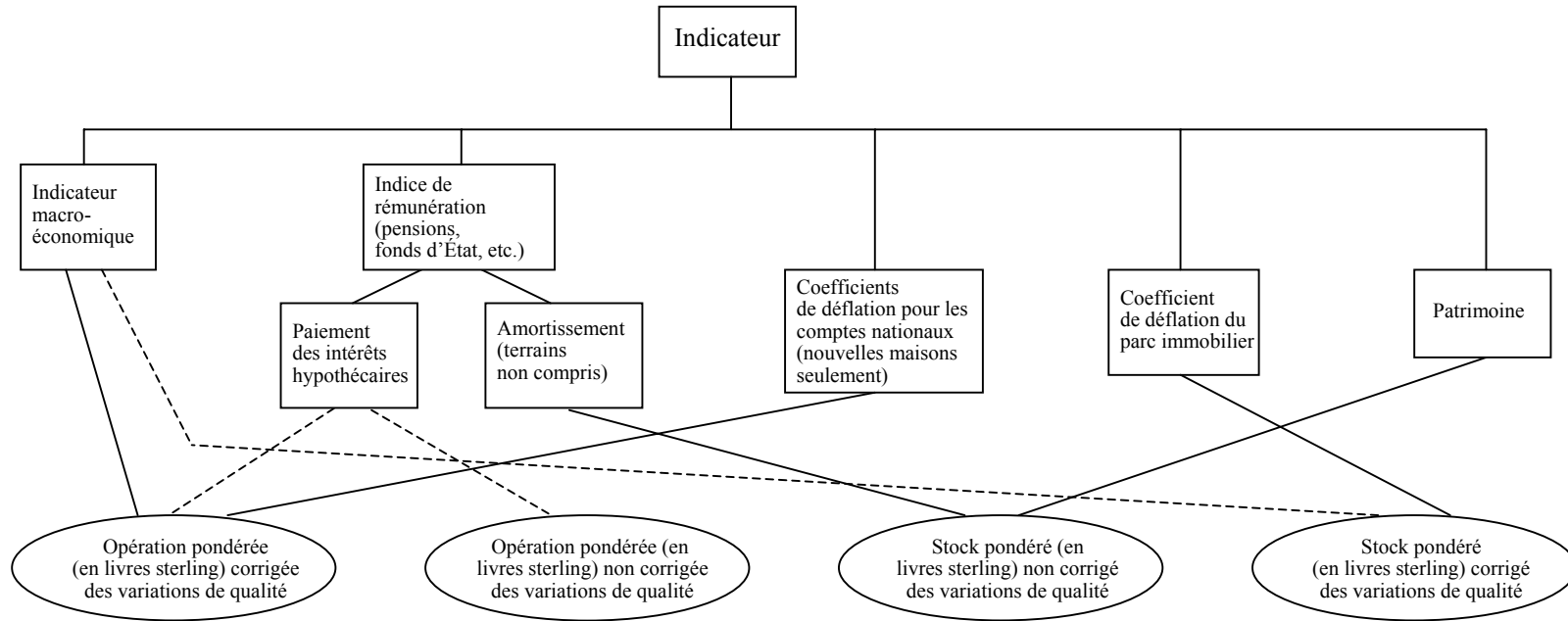
<sup>25</sup> Par exemple, dans les comptes nationaux du Royaume-Uni, les composantes à un niveau relativement bas de l'indice des prix de détail sont largement utilisées pour calculer le PIB à prix constants, principalement pour déflater une grande partie des dépenses de consommation des ménages, mais aussi pour calculer le PIB dans l'optique de la production, s'agissant par exemple de déflater les services qui sont principalement des services de consommation. De plus, l'indice général des prix est utilisé lorsqu'il n'existe pas de coefficient approprié de déflation, par exemple pour déflater la valeur ajoutée par la Loterie du Royaume-Uni.

<sup>26</sup> La méthode de déflation dans le SCN est la suivante:

- Le PIB est avant tout une mesure de la valeur ajoutée;
- Les changements en volume ne sont pas identiques aux changements de bien-être;
- Comme les entrées-sorties constituent le cadre le plus complet pour les calculs à prix constants, il s'ensuit que les approches adoptées pour la déflation du PIB doivent être compatibles avec celle appliquée pour déflater la valeur ajoutée.

<sup>27</sup> D'autres concepts interviennent en cas de remplacement de points de vente, de variations de la qualité et de décotes, ainsi que pour le traitement des logements.

Diagramme A: Calcul des indices bruts des prix des logements (à titre d'exemple seulement)



Notes:

1. Dans le cas des amortissements et des coefficients de déflation des comptes nationaux (pour déflater la valeur du parc immobilier dans la formation brute de capital fixe), les terrains ne doivent pas être pris en compte dans la valeur d'acquisition.
2. Les terrains ne doivent pas non plus être pris en compte lorsqu'un indicateur macroéconomique se limite à la consommation des ménages.
3. Pour calculer le paiement des intérêts hypothécaires, il serait nécessaire d'utiliser un certain nombre d'indices antérieurs afin d'évaluer les engagements hypothécaires au moment de l'achat et il faudrait inclure des informations distinctes sur le refinancement.

4. Ce tableau ne prend en compte que les indices de base des prix des logements, et non les indices dérivés utilisés ultérieurement. Par exemple, le traitement des coûts des logements occupés par leur propriétaire dans l'indice des prix de détail au Royaume-Uni, qui était calculé à l'origine sur la base d'un indice de rémunération, s'appuie essentiellement sur un ensemble de formules faisant intervenir les paiements et le coût pour l'utilisateur même si l'indice des prix de détail proprement dit peut être considéré comme un indice des acquisitions. Lorsque l'on se base sur l'*acquisition*, il est tenu compte de la valeur totale de tous les biens et services fournis pendant une période donnée, qu'ils soient ou non payés en totalité pendant la période en question. Lorsque l'on se base sur les *paiements*, il est tenu compte de la totalité des paiements des biens et services pendant une période donnée que ceux-ci aient été ou non fournis. Enfin, le *coût pour l'utilisateur (ou consommation)* prend en compte la valeur totale des biens et services consommés pendant une période donnée. La distinction entre ces trois formules est particulièrement importante dans le cas des achats financés par un crédit sous une forme ou sous une autre, s'agissant notamment des maisons, qui sont acquises à un certain moment, utilisées pendant un très grand nombre d'années et payées, tout au moins en partie, après leur acquisition, éventuellement par versements échelonnés. Le calcul du paiement des intérêts hypothécaires dans l'indice des prix de détail utilise un indice pondéré corrigé des variations de qualité afin de donner un profil rétrospectif des achats de logements dans le passé.
5. On peut considérer l'amortissement comme étant le coût des grosses réparations et rénovations, les frais d'entretien et de décoration d'importance secondaire étant pris en compte dans l'indice. Au Royaume-Uni, le prix en est calculé au moyen d'un indice lissé des prix des logements.
6. Le traitement du paiement des hypothèques dans un indice de rémunération dépend de ce à quoi correspond la rémunération du propriétaire-occupant. Il s'agit de savoir par exemple, si l'évolution du profil des maisons acquises au fil des ans doit être ou non prise en compte dans le calcul rétrospectif pour évaluer les niveaux actuels des créances hypothécaires.
7. De toute évidence, dans la réalité, il est peu probable dans certains cas qu'un seul indice des prix des logements intervienne dans le calcul brut. C'est ce qui se produit par exemple lorsque le calcul du patrimoine fait parfois intervenir des indices de prix distincts pour majorer les prix dans certains secteurs du parc immobilier (par exemple les appartements dans le centre de Londres, les pavillons dans les zones rurales d'Écosse) en vue des sommes à effectuer pour établir une valeur totale pour le Royaume-Uni.

**Annex A (English only): Initial design for an analytical (Stage of Processing) framework for the UK**

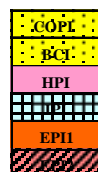
From:		To: Intermediate Demand						To: Final Demand						
		Agricult.	Manuf'g Mining + Quarry'g	Constr'n	Retail	Wholesale	Services	Final Consumption		Investment Expend.	Exports			
Category of good/service								Private	Govt	Equip't & Vehicles	Constr'n	PPS Divn	Trade Stats	
Rest of World	Raw materials+fuels	APPI	DPPI			DPPI								
	Semi-manuf. goods /a		DPPI			DPPI								
	Finished intermed. goods	APPI										re-exports		
	Consumer goods													
	Capital goods													
Domestic Production	Agriculture	APPI												
	Manufact'g, Mining & Quarrying	Raw materials+fuels	APPI	DPPI			DPPI						EPI1	DPPI
		Semi-manuf. goods /a		DPPI			DPPI						/d	
		Finished intermed. goods	APPI		BCI								Prices charged by producers	
		Consumer goods												
	Capital goods /f													
	Construction	Buildings etc			BCI									
	Retail,	Raw materials+fuels	APPI											
	Wholesale,	Semi-manufactured goods			BCI									
	Distribution	Finished intermediate goods												Prices charged by agents
Consumer goods		APPI												
	Capital goods													
	Services													
Labour supplied by the household sector		Corporate Services Price Indices												
		Average Earnings Indices /e												

- /a from wholesalers/dealers/import agents
- /b capital eqpt purchased through wholesalers/agents are not covered by the IIP - which reflects changing levels of output prices (ie manufacturers list or order prices)
- /c there may be direct purchases, but such transactions are not reflected in any published indices
- /d The only export prices collected by PPS are from the producers (EPI1s). The EPI2s published by Trade Stats cover all exported goods; but only the EPIs determined by PPS are based on direct price collection
- /e this block is equivalent to the sale of labour by private households to the productive sectors of the economy
- /f most capital goods will, by definition, feed into intermediate demand - but capital goods purchased for re-sale by dealers (eg cars) will be classified as intermediate demand
- /g not yet based on directly-collected prices - but an estimate of imported capital goods prices is made for the FEPI (and for the PINCCA)
- /h expenditure on services incurred as an integral part of the acquisition of capital goods is classified as part of investment expenditure
- /i output from the construction sector feeds into Govt final consumption (why?)
- /j from wholesale to retail
- /k eg domestic help
- /l capital goods that feed into Govt Final consumption (eg PCs costing < £1000)

**Key to the gaps:**

1. Imports of services
2. Imports of capital goods
3. Re-exports
4. Wholesale prices
5. Exports of services
6. Imports of intermediate goods
7. Imports of consumer goods
8. Exports of prices charged by wholesalers/agents

- Construction Output Price Indices
- Building Costs Indices
- House Price Index
- Import Price Indices
- Export Price Indices (PPS Div)
- Export Price Indices (Trade)



- Producer Prices Index
- Components of the FEPI (ICP + IIP + IGP)
- Harmonised Index of Consumer Prices
- Retail Prices Index
- Agricultural Purchaser and Producer Price Indices
- No price indices published for these transactions

